



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Solidarité avec les luttes aux Antilles

Il y a 15 ans des grèves générales de plusieurs semaines avaient eu lieu en Guadeloupe et en Martinique, contre la vie chère et les inégalités sociales.

Des hausses de salaires et une baisse du prix de certains produits de première nécessité avaient été gagnées.

En Martinique, depuis début septembre, de nouvelles manifestations ont lieu contre la vie chère (en particulier le coût de l'alimentaire : 40% de plus !). Cette vie chère touche tous les DOM qui connaissent déjà une pauvreté bien plus importante qu'en métropole. L'attribution d'une prime vie chère uniquement aux métropolitains qui y travaillent est discriminatoire !

Des grandes entreprises multinationales qui ont le monopole de la distribution augmentent les prix pour augmenter leurs marges. Elles sont détenues par une poignée d'ultra riches issues de familles qui ont bâti leur fortune sur l'esclavage. Ces ultra riches détiennent une grande partie de la richesse dans les DOM (import-export, grande distribution, terres agricoles).

Le pacte colonial imposait aux colonies de produire et d'exporter uniquement vers la métropole certaines matières premières, leur interdisait de produire des marchandises manufacturées (produites en métropole et importées). La dépendance économique de la période coloniale est maintenue. Les anciennes colonies françaises sont encore largement tributaires des importations de produits manufacturés et alimentaires, et leur production demeure spécialisée vers l'exportation de produits agricoles tropicaux pour la métropole.

Les entreprises qui augmentent les prix sont aussi impliquées dans le **scandale du chlordécone**. Utilisé jusqu'à 1993, ce pesticide cancérigène a contaminé les sols et affecté la santé d'une grande partie des populations de Guadeloupe et de Martinique. L'État français a permis aux gros planteurs, d'utiliser le chlordécone légalement jusqu'en 1993 !

En 2013 les ouvriers des plantations de bananes de Martinique avaient mené une grande grève pour leurs conditions de travail, contre les bas salaires et pour dénoncer l'impunité de l'Etat et des gros planteurs.

Actuellement le Collectif moun gwadloup demande la tenue immédiate d'une table ronde avec les députés et élus de la Guadeloupe concernant la vie chère et d'autres points importants avant que le peuple ne bloque le pays.

Le SUPAP-FSU apporte son soutien aux mobilisations en cours en Martinique et en Guadeloupe pour des droits égaux et la justice sociale.